

# Week end

## XXI<sup>e</sup> SIÈCLE SANTÉ

Au Bénin, la chasse aux médicaments contrefaits est engagée. Un fléau qui menace tous les pays en voie de développement.

Cotonou (Bénin) envoyée spéciale

**P**oursuivi par l'enquêteur, le vendeur ambulancier laisse tomber sa valise. Des dizaines de boîtes de médicaments s'en échappent. Dans la salle, les rires fusent.

L'animateur interrompt la projection, et un simple «*A vous les enfants*» s'affiche sur l'écran de la télévision. Plusieurs mains se lèvent parmi la quarantaine d'écoliers en uniforme kaki. «*L'raison de tout ça, c'est la pauvreté*», avance une adolescente d'une voix douce. «*La raison de la pauvreté ne tient pas*», rétorque l'animateur, en passant dans les rangs pour distribuer des autocollants qui proclament: «*Les médicaments génériques, j'ai confiance.*» «*Vous n'allez pas vous faire coiffer chez un maçon, ce n'est pas son métier.*»

Alors pourquoi se faire soigner par quelqu'un qui n'y connaît rien? C'est risqué.»

Voilà près de deux heures que ces élèves de première d'un lycée de Cotonou, capitale économique du Bénin, entendent marteler des informations sur le médicament. Son circuit légal – des phases de recherche à la



consommation; les dangers des pilules vendues dans la rue; l'existence d'une alternative, sûre et moins chère, les génériques. Le sujet est complexe, mais l'attention ne faiblit pas. Peut-être parce que ce n'est pas un cours ordinaire, mais un véritable show, mettant en scène l'acteur Guy-Ernest Kaho, une célébrité au Bénin. En duo avec Monsieur K. O., l'en- ...

# Médocs en toc

●●● quêteur novice du documentaire dont il joue aussi le rôle, l'animateur Kaho alterne pitreries et explications didactiques pour sensibiliser les adolescents au problème. «*Je leur dis qu'ils doivent savoir ce qui se passe ici, parce que dans cinq ou dix ans ils ne seront plus en tenue kaki, ils auront des responsabilités dans ce pays*», explique l'acteur. Depuis mars 2005, il a conduit une centaine de séances dans des écoles de Cotonou, devant environ 50 élèves à chaque fois, de la quatrième à la terminale. L'une d'entre elles a été filmée et vient de passer sur la chaîne nationale de télévision. Deux rediffusions sont prévues.

### Les médicaments non remboursés

La méthode est-elle efficace pour faire passer un message de santé publique? Philippe Bernagou, directeur général de la fondation Pierre Fabre (1), à l'initiative de cette opération, dans le cadre d'un vaste programme pour favoriser «*l'accès aux médicaments de qualité*» au Bénin, en est persuadé. «*Kaho est très connu ici. En rentrant chez eux, les enfants vont raconter cette rencontre à leurs parents*», s'enthousiasme-t-il. Ce n'est pas un hasard si Philippe Bernagou a choisi ce petit pays d'Afrique de l'Ouest (6,7 millions d'habitants) pour son projet, démarré en 2002. Contrefaçons de composition fantaisiste ou contenant le principe actif, mais à une dose aléatoire; ou alors vrais comprimés périmés ou mal conservés, on trouve n'importe quoi, en vente sur les marchés ou dans les rues... Au Bénin, comme dans nombre d'autres pays d'Afrique où tous les médicaments sont payants – y compris à l'hôpital – et non remboursés, le marché parallèle représente en moyenne un quart du marché pharmaceutique. L'ex-Dahomey souffre d'un handicap supplémentaire: 800 kilomètres de frontières avec le Nigeria, plaque tournante du trafic et grand producteur de médicaments contrefaits. La volonté politique de lutter contre le fléau a été affichée de longue date par les autorités béninoises, argument de poids pour le bailleur de fonds de la fondation Fabre. «*L'ancien directeur des pharmacies, le colonel Idrissou Abdoulaye, avait développé des actions très courageuses dès le début des années 90*», raconte Philippe Bernagou. En 1999, il a ordonné une descente de police au grand marché de Cotonou, devant des caméras de télévision. En une journée, une tonne de médicaments a été saisie et brûlée. Ensuite? Le marché n'a mis que six mois à se reconstituer. Quelques autres saisies ont été effectuées, de moindre ampleur. Quant au directeur des pharmacies, il a dû engager des gardes du corps... A quelques semaines de l'élection présidentielle, prévue le 5 mars, son successeur, en place depuis moins d'un an, dit préférer mener des actions de répression «*dans l'ombre*».

### «Mémé qui joue au football»

Une visite à Dantokpa, l'immense marché de Cotonou – et l'un des plus importants d'Afrique –, suffit à se convaincre de cette «*discretion*». Outre les nombreux marchands ambulants, les échoppes vendant exclusivement des médicaments s'y comptent par dizaines, tenues essentiellement par des femmes. Certaines sont de véritables boutiques où les boîtes s'alignent sur des étagères, comme dans une pharmacie. Antalgiques, an-

tibiotiques, contraceptifs, antidépresseurs, antipaludéens? Il suffit de demander. Les pilules sont vendues à l'unité ou dans des emballages d'allure plus ou moins authentique. Les clients qui ne connaissent pas le nom du produit désiré peuvent toujours réclamer du «*Zemidjan*» (nom en fon, le dialecte local, des taxis motos qui sillonnent Cotonou). Ils se voient remettre du paracétamol, ainsi surnommé car il permet, dit-on, de pouvoir faire un trajet même quand on ne se sent pas bien. Il y a aussi le «*Gnangan bofou*» («*mémé qui joue au football*»), en

### En 1999, au grand marché de Cotonou, une tonne de médicaments a été saisie et brûlée par la police, sur ordre du directeur des pharmacies.

réalité un anti-inflammatoire.

«*Les populations se réapproprient les médicaments modernes pour soigner les maladies locales*», note Carine Baxerres, qui mène une enquête dans le cadre d'une thèse d'anthropologie sur *Le marché parallèle des médicaments au Bénin*. Et de citer l'exemple du paludisme qui, au Sénégal, porte différents noms selon son stade d'évolution, comme s'il s'agissait de pathologies distinctes.

Les consommateurs ne sont pas les seuls à se fournir au marché. Les agents de santé (infirmiers, sages-femmes, médecins...) qui assurent les consultations (2) seraient aussi nombreux à s'y approvisionner pour revendre ensuite les médicaments à leurs patients, en toute illégali-

té. Certains pharmaciens d'officine ont eux aussi recours à ce circuit, vendant ou au contraire achetant auprès des commerçants de Dantokpa. C'est là aussi que viennent se fournir la majorité des petits revendeurs de quartier, remarque Carine Baxerres. D'après elle, certains auraient même l'impression de s'approvisionner auprès de grossistes, tant ces commerces ont l'air de pharmacies officielles.

### Les fruits de l'éducation

Innocents ou non, les petits vendeurs ambulants sont intrusifs. En 2003, selon une première enquête menée auprès de 600 ménages de Cotonou, huit familles sur dix recevaient leur visite à domicile plus de trois fois par mois. L'étude montre par ailleurs que 40 % des ménages avaient acheté au moins une fois des médicaments au marché parallèle, bien que la majorité en connaisse les risques. «*Ils ont l'impression que c'est moins cher qu'en pharmacie, parce qu'ils achètent en petite quantité, mais au final ce n'est pas vrai*», note Philippe Bernagou. Ne pouvant agir directement sur le circuit illégal, la fondation Pierre Fabre multiplie les actions pour diminuer la demande, toujours en partenariat avec les autorités nationales. Claudine Schuster, professeur de biochimie et collaboratrice de Bernagou, est en permanence sur le terrain à Cotonou. Outre les séances de sensibilisation dans les écoles, des spots d'information chocs sont régulièrement diffusés sur les radios et à la télévision, en français et dans les principaux dialectes (en voir des exemples sur [liberation.fr](http://liberation.fr)).

La sensibilisation et l'éducation semblent commencer à porter leurs fruits. La dernière enquête auprès des ménages de Cotonou, en octobre 2005, montre qu'ils achètent moins au marché, et que le message sur les génériques est bien passé. Mais encore faut-il pouvoir garantir à la population un accès à des médicaments bien contrôlés. Dans cette optique, la fondation Pierre Fabre a consacré une partie conséquente du budget (d'un total de 560 000 euros) à la rénovation du laboratoire de contrôle de qualité des médicaments. Dans un «*état effrayant*» au départ, il vient d'être entièrement refait, et bien équipé en matériel et en techniciens qualifiés. L'équipe pourra ainsi vérifier la conformité des médicaments pour lesquels est déposé un dossier d'autorisation de mise sur le marché au Bénin. Et, au moindre doute, effectuer des contrôles sur n'importe quel produit. De même, la centrale d'achat des médicaments essentiels (grossiste public national qui approvisionne hôpitaux, dispensaires, et certaines structures privées) a été complètement rénovée, et son personnel formé. Le Bénin a désormais tous les outils pour offrir à sa population un accès à des médicaments de qualité et devenir un modèle en Afrique dans la lutte contre les contrefaçons. ◆

SANDRINE CABUT

(1) Seule fondation de l'industrie pharmaceutique reconnue d'utilité publique.

(2) Le Bénin compte moins de 1 000 médecins, environ 1 000 sages-femmes et 2 800 infirmiers.



FONDATION PIERRE FABRE